

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOSEMAT

« Les Grèves » - « Les Pelus »
58450 Neuvy-sur-Loire

Références : 250496
Code AIOT : 0005400403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SOSEMAT, implanté aux lieux-dits « Les Grèves » - « Les Pelus » - 58450 Neuvy-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOSEMAT
- « Les Grèves » - « Les Pelus » - 58450 Neuvy-sur-Loire
- Code AIOT : 0005400403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de SOSEMAT est une carrière de granulats alluvionnaires sur le territoire des communes de Neuvy-sur-Loire et La Celle-sur-Loire, autorisée par l'Arrêté Préfectoral n° 87-3752 du 21 décembre 1987, modifié par l'Arrêté Préfectoral n° 95/P/95 du 16 janvier 1995 et complété par les APC n° 58-2017-02-16-001 du 16 février 2017 et n° 58-2020-06-15-004 du 15 juin 2020.

En décembre 2020, une visite d'inspection DREAL a conclu qu'il était nécessaire de mettre à jour la situation administrative du site avant l'échéance du 21 décembre 2022. Un porter-à-connaissance en 2021 a été déposé pour intégrer le Plan de prévention des Risques Inondation dans les conditions de remise en état.

Les installations de traitement (rubriques 2515/2517/2518) présentes sur le site (régit par l'arrêté Préfectoral n° 95-P-485 du 3 mars 1995) continuent de fonctionner et ne sont pas comprises dans la remise en état de 2025.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions financières	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 516-5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Sans objet
2	Remise en état définitive	Arrêté Préfectoral du 21/12/1987, article 6.4	Sans objet
3	Remise en état définitive	Arrêté Préfectoral du 16/01/1955, article 6.4	Sans objet
5	Après remise en état	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de SOSEMAT de Neuvy-sur-Loire et La Celle-sur-Loire a été remise en état selon les modalités de ses arrêtés d'autorisation de 1987 et 1995, et du dossier de porter-à-connaissance de décembre 2021.

Le rapport d'inspection vaut PV de récolement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des

caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

L'exploitant a transmis des profils de berges le 25 novembre 2025. Ces profils indiquent que les fronts de taille ont été travaillés pour présenter des berges d'inclinaison de 8 à 16°. Celles-ci ne sont pas conformes aux prescriptions de l'AP d'autorisation, cependant une pente plus faible apporte une meilleure stabilité de la berge. De plus, la remise en état ayant eu lieu au fil de l'exploitation de la carrière (fin d'exploitation en 2018), la végétation s'est développée depuis plusieurs années participant également à la stabilisation de la berge.

Une fois extrait, les matériaux de la carrière étaient acheminés directement vers l'installation de traitement du site. Aucune structure ou de stock de matériaux ne sont présents sur la partie carrière.

En revanche, la partie installation de traitement, présente sur la parcelle C1138, continue son activité d'ICPE de criblage concassage et ne fait pas parti du périmètre de la remise en état de 2025.

Il a été constaté le jour de l'inspection que les modifications apportées par le porter-à-connaissance de 2023 ont été suivis : rive partie ouest redessinée. Aucun déchet n'était présent sur le site.

Le site, constitué de 2 plans d'eau, de prairies et boisement, est en accord avec l'usage futur qui prévoit un site à vocation écologique avec plans d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état définitive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/1987, article 6.4

Thème(s) : Situation administrative, Remise en état définitive

Prescription contrôlée :

À l'état final, le réaménagement doit conduire à la conservation d'un plan d'eau.

Le permissionnaire doit avoir procédé :

- à l'enlèvement de l'ensemble du matériel mobile ou fixe installé,
- à la destruction des constructions dont il n'est plus fait usage,
- à l'évacuation des stocks, dépôts de matériaux et objets divers,
- à un nettoyage général du terrain et de ses abords,
- à la rectification des rives du plan d'eau en forme curviligne aménagé en vasière ou avec des inclinaisons de 20° ou 30°,
- à un régalinge du sol,
- à l'ensemencement des sols et la plantation d'arbres et arbustes aux endroits prévus par l'étude d'impact.

[...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que l'extraction du calcaire avait lieu dans la carrière, puis le matériau était dirigé vers l'installation de traitement. Il n'y a donc jamais eu de matériel sur la zone d'exploitation.</p> <p>Les berges sont de forme curviligne sauf dans la partie ouest comme le prévoit le porter-à-connaissance de 2021.</p> <p>L'exploitant a transmis des profils de rive pour justifier de leurs inclinaisons. Les inclinaisons de berges sont comprises entre 8 et 16°. Celles-ci ne sont pas conformes aux prescriptions de l'AP d'autorisation, cependant une pente plus faible apporte une meilleure stabilité de la berge. De plus, la remise en état ayant eu lieu au fil de l'exploitation de la carrière (fin d'exploitation en 2018), la végétation s'est développée depuis plusieurs années participant également à la stabilisation de la berge.</p> <p>L'ensemble du site a subi un régalinge du sol, et les zones de plantations d'arbres et arbustes aux endroits prévus par l'étude d'impact, ont été réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en état définitive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1955, article 6.4
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état définitive
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'état final, le réaménagement doit conduire à la conservation de 2 plans d'eau séparés par une digue, conformément au plan joint au dossier.</p> <p>Une gestion écologique de ces plans d'eau doit être assurée à l'exclusion de toute activité du type "base de loisirs".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 2 plans d'eau séparés par une digue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 516-5
Thème(s) : Situation administrative, dispositions financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ou R. 512-46-22, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.</p>

Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.
Constats : Au regard des constats lors de la visite, conformément aux dispositions définies à l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, l'obligation de garanties financières pourra être levée à l'issue de la consultation du maire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Après remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-4
Thème(s) : Situation administrative, Après remise en état
Prescription contrôlée : I.-A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. II.-A tout moment, après la remise en état du site effectuée par le tiers demandeur en application de l'article L. 512-21, le préfet peut imposer à ce tiers demandeur, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 pour ce qui est de la réhabilitation réalisée par lui. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, le tiers demandeur ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.
Constats : Il est rappelé qu'en application de l'article R. 512-39-4 du Code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état du site, la préfète peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 de ce même Code, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite